

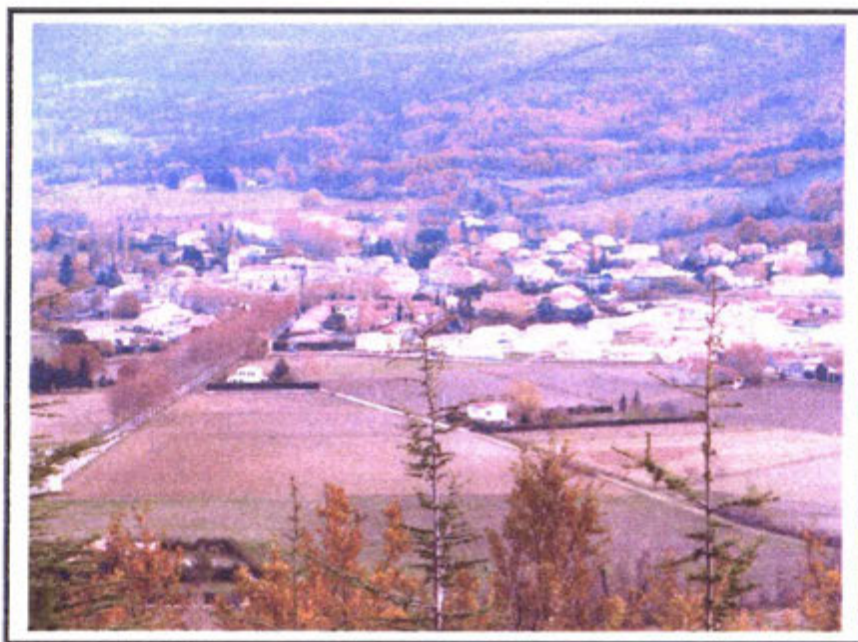


# COMMUNE D'ESPELUCHE

## Plan Local d'Urbanisme

Janvier 2008

### 1 – Rapport de présentation



## **Préambule**

La mise en place d'un modèle de développement durable, respectueux de l'environnement et des hommes est devenue une préoccupation majeure. Ce principe a d'ailleurs été retenu par la Loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 Décembre 2000. Associée au renforcement de l'intercommunalité (loi Chevènement du 12 juillet 1999) et à la prise en compte des Pays dans l'aménagement du territoire (loi Voynet du 25 juin 1999), la loi SRU est l'occasion de développer de façon mieux équilibrée le devenir de nos territoires urbains et ruraux. Elle a été récemment modifiée par la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 qui apporte une simplification dans la démarche de projet et de planification. Elle clarifie notamment le contenu des PLU et plus particulièrement le Plan d'Aménagement et de Développement Durable.

Ce contexte réglementaire place le développement durable au cœur de la démarche de planification. Celui-ci s'exprime dans quelques principes fondamentaux : équilibre, diversité des fonctions urbaines et mixité sociale, respect de l'environnement et des ressources naturelles, maîtrise des besoins en déplacements et de la circulation automobile, préservation de la qualité de l'air, de l'eau et des écosystèmes.

Pour ce faire, le Plan Local d'Urbanisme, document fédérateur de l'ensemble des règles communales a été créé. Principal outil de définition et de mise en œuvre des politiques d'aménagement, il traduit le Projet d'Aménagement et de Développement Durable des communes défini à partir d'un diagnostic et de l'analyse de l'état initial de l'environnement.

Le diagnostic constitue la première phase de l'élaboration du PLU et vise à intégrer une réelle prise en compte des contraintes ainsi qu'une démarche de préservation des paysages et de manière plus globale celle de l'environnement. Il établit notamment la situation géographique de la commune, donne des informations concernant la population, le parc immobilier, le patrimoine, le paysage et les équipements. Il permet dans un second volet de justifier les choix à retenir pour établir le PADD et la délimitation des zones.



## SOMMAIRE

<b>Première partie : Diagnostic.....</b>	<b>4</b>
1- Présentation générale de la commune .....	4
A- Présentation géographique .....	4
B- Organisation du territoire .....	4
C- Les données intercommunales.....	5
D- Les règles générales et locales d'Urbanisme.....	5
2- Analyse du milieu humain .....	6
A – Historique .....	6
B – Patrimoine architectural et urbain.....	8
B.1 – Patrimoine archéologique .....	8
B.2 – Monument historique .....	9
C- Les équipements et services publics.....	10
C.1- Equipements scolaires et parascolaires .....	10
C.2- Sports et loisirs .....	11
D- Les réseaux.....	11
D.1- Les infrastructures .....	11
D 2- Alimentation en eau potable.....	15
D 3- Réseau d'assainissement .....	15
D 3 - Les ordures ménagères .....	17
E- Analyse socio- économique.....	18
E.1- La démographie .....	18
E.2- Le parc logement .....	20
E.3- L'économie .....	23
E.4- Les commerces et les services de proximité.....	24
E.5- Autres secteurs d'activité.....	24
E.6- Le secteur du tourisme.....	25
E.7- L'activité agricole.....	25
<b>Deuxième partie: Etat initial du site et l'environnement.....</b>	<b>27</b>
1- Description paysagère .....	27
2- Eléments paysagers structurants .....	30
3 -- Protection de l'Environnement .....	32
A - Les ZNIEFF.....	32
B- Les Espaces Boisés Classés.....	35
C-- Les risques naturels .....	35
C.1 Risques d'inondation .....	35
C.2 Risques d'incendie.....	35
C.3 Les risques sismiques.....	36
<b>Troisième partie : choix et orientation du PLU.....</b>	<b>37</b>
<b>Quatrième partie : incidence du PLU.....</b>	<b>48</b>
1 - Le PLU et la préservation de l'agriculture .....	48
2 - Le PLU et la préservation des paysages et espaces naturels.....	48

## Première partie : Diagnostic

### 1- Présentation générale de la commune

#### A- Présentation géographique

La commune d'Espeluche d'une superficie de 1200 ha est située en Drôme provençale au Sud Ouest du département, à proximité de la vallée du Rhône. Elle fait partie du canton de Montélimar 2. Contiguë à Montélimar, elle fait l'objet d'une forte pression foncière. Cette situation géographique lui confère une vocation résidentielle forte. Le village est situé sur la rive gauche de la rivière Citelle.

Les communes limitrophes sont :

- Montélimar au Nord Ouest,
- Montboucher au Nord,
- Puygiron au Nord Est,
- Rochefort en Valdaire au Sud Est,
- Allan au Sud Ouest,
- Montjoyer.

#### B- Organisation du territoire

Le territoire communal est composé de trois grandes entités :

- une plaine agricole bien protégée,
- des collines boisées quasiment vierges de toute occupation,
- les secteurs urbanisés caractérisés par :
  - le centre du village situé dans la plaine, forme un noyau dense et homogène avec des commerces, des services et des équipements collectifs. Il a conservé sa forme originelle qui est peu valorisée,
  - les extensions périphériques récentes se sont développées autour du centre bourg et le plus souvent sous forme de lotissements,
  - un secteur diffus de petits groupes d'habitations : le Colombier, Bellevue, Serre du Coulet, le long de la RD 4 en direction de Montélimar.





## **C- Les données intercommunales**

La commune d'Espeluche adhère à différentes structures intercommunales :

- SESAME : Communauté de Communes de Montélimar et de ses alentours,
- Syndicat Mixte du Bassin du Roubion et du Jabron
- SI des Eaux de Citelle,
- SI d'Electrification du Puygiron (SIEP)
- SI d'Irrigation Rhône Montélimar (SIIRM)
- SI de Traitement des Ordures Ménagères de la Région de Montélimar/ le Teil (SITOM)

En matière de développement local, elle fait partie du Contrat de Pays de Marsanne, de la Valdaine et de Montélimar.

## **D- Les règles générales et locales d'Urbanisme**

La commune d'Espeluche est dotée d'un POS approuvé le 17 avril 1986 qui a été modifié à quatre reprises : la dernière date du 30 septembre 1999.

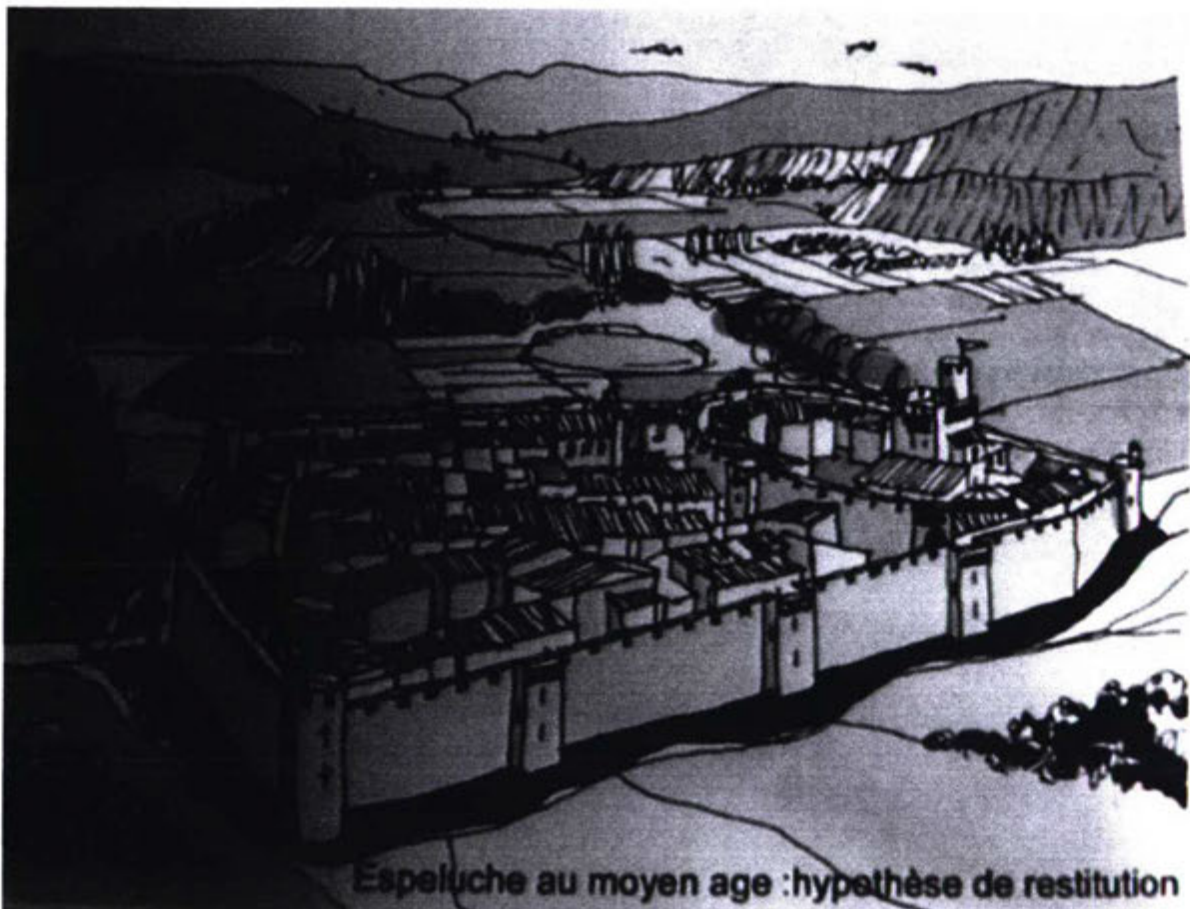
Le POS arrive aujourd'hui à saturation ; la révision offre l'opportunité de poursuivre la réflexion sur le développement de la commune, les modalités de l'urbanisation et le niveau de croissance souhaité. Cette mise à jour est l'occasion de définir une politique qualitative d'aménagement pour les 10 ans à venir.

Au delà des actions ponctuelles, l'objectif du PLU est de traduire une politique globale de la commune en matière de développement urbain, démographique et économique.

## 2- Analyse du milieu humain

### A – Historique

Le village s'est constitué autour d'un bourg castral édifié en plaine par une communauté rurale réunie autour d'une co-seigneurie au moyen âge. De cette époque là correspond le premier noyau urbain serré autour du château, petite agglomération de forme ovoïde caractéristique des villages de plaine. C'est bien plus tard que le village fortifié va tripler sa surface en étendant ses remparts vers le nord, selon un tracé orthogonal bien plus moderne. Les caractéristiques architecturales visible de cette partie là, en particulier les encadrements de fenêtres, indiquent une extension urbaine vers le XV<sup>e</sup> siècle.



Le bourg va rester longtemps confiné dans ses remparts. Le cadastre napoléonien, qui indique les parties bâties antérieurement à 1680, montre que sauf exception toutes les constructions étaient intra-muros.

Au milieu du XIX, lorsque la population atteint 700 habitants, pour la plupart vivant au village, c'est à ce moment là que le village sort de ces remparts. Remparts et fossés disparaissent sous l'effet d'une urbanisation nouvelle, celle des boulevards du tour de ville.

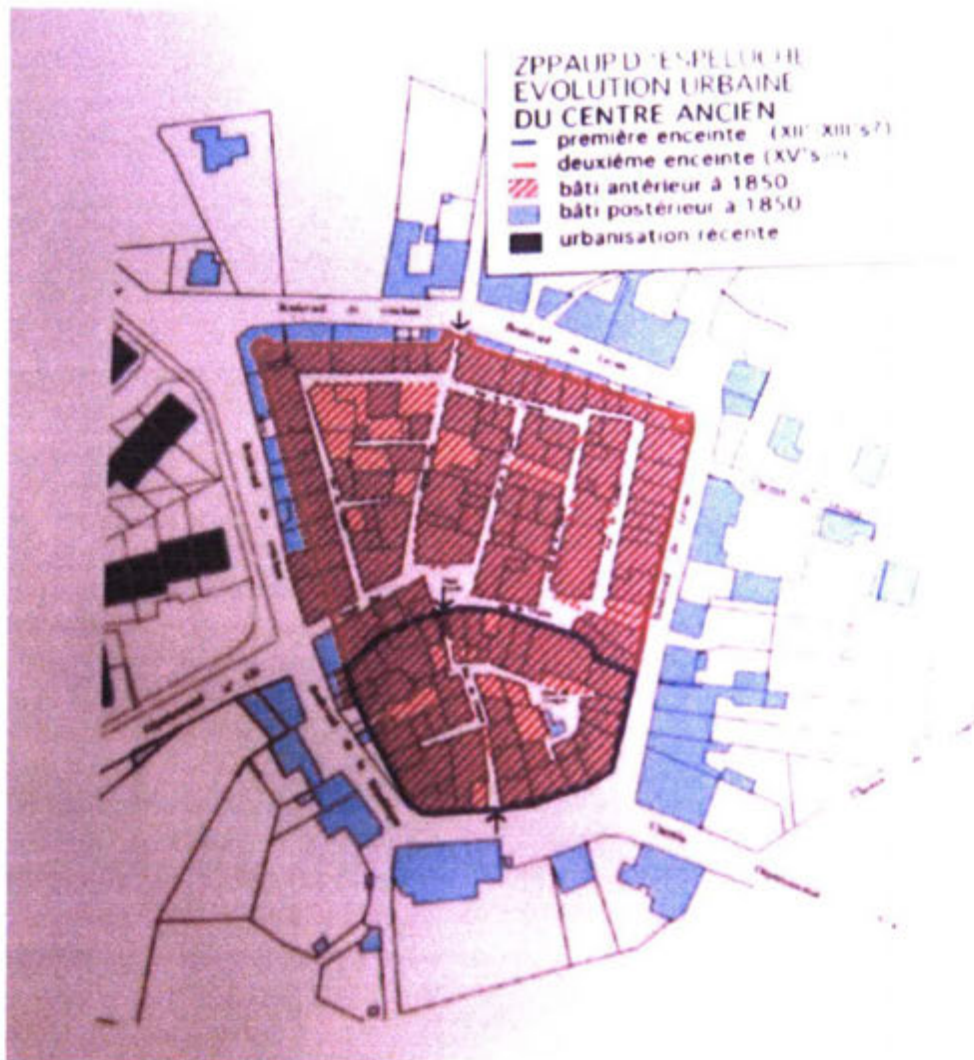


Boulevard de la république, la mairie-école marque cette phase de progrès social où l'urbanisme gagne partout en modernité : avenues larges et plantées, immeubles plus hauts et ouverts plus largement sur l'extérieur.

Il faut attendre le XX<sup>e</sup> siècle pour modifier cet ordonnancement-là, avec le groupe d'habitations en rupture d'échelle et d'alignement que l'on voit à l'ouest sur le boulevard du couchant.

Le développement de l'urbanisation la plus récente s'est effectuée en continuité du bourg centre sous forme d'opérations d'aménagement d'ensemble et relativement dense. Un lien symbolique est assuré par la nouvelle implantation de la mairie dans la maison de maître, au cœur du nouveau quartier de la Guillaumière route d'allan. L'aménagement du terrain de jeu contribue lui aussi à renforcer les liens entre le vieux Espeluche et l'urbanisation la plus récente, qui du fait de la rapidité de sa croissance a parfois été vécu comme une greffe mal ou insuffisamment reliée au village.

(extrait de la ZPPAUP « présentation du patrimoine » cf. notice historique sur Espeluche, valence, 1861, A.VINCENT)



On distingue aujourd'hui deux principales zones d'habitat :

- Une zone dense et agglomérée: cette zone correspond au village et aux lotissements (730 personnes), elle est desservie par le réseau d'assainissement collectif.
- Une zone diffuse : cette zone correspond aux différents lieux dits. Le nombre d'habitants de cette zone est d'environ 320 personnes repartis sur tout le territoire communal.

## **B – Patrimoine architectural et urbain**

### **B.1 – Patrimoine archéologique**

De nombreuses traces d'occupation humaine ont été recensées sur la commune d'Espeluche. Les 13 sites sont énumérés et géographiquement répertoriés :

- le ravin de l'Ecuelle (formation sédimentaire), site 27 938,
- Lalo, la Sitelle, site 31 837,
- Farambaut, site 24 001,
- Lalo Est, site 25 941,
- Lalo Ouest, site 25 942,
- Au pied de Pierougier Tahure, céramique et tuiles gallo romaines,
- Flanc de la colline au sud de la D4, près de la Filhaurie, industrie gallo- romaine,
- Notre Dame de Montceau, chapelle et vestiges médiévaux,
- Le village bourg, prieural dépendait du monastère clunisien de Saint Marcel les Sauzet, donjon premier quart du XIIIe siècle, château du XVe, ....
- Pirrugier, Pierougier : motte cadastrale médiévale,
- Château Lalo,
- Maison Fain : maison moderne XVe – XVIe siècle.



## B.2 – Monument historique

Sont inscrites à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques les parties suivantes du château de Lalo :

- les façades et les toitures du château (à l'exclusion des communs et du mur d'enceinte),
- l'escalier extérieur, les terrasses et la pièce d'eau au Nord.

Le banc seigneurial de justice de la maison située en face de la fontaine est classé parmi les monuments historiques.



On note également la présence de nombreuses croix de missions situées :

- sur la droite du boulevard du Levant,
- vers l'ancien Lavoir, le chemin du Moulin
- route du Colombier, à la sortie des platanes,
- chemin de la Guillaumière.

Concernant la préservation de son noyau ancien, la municipalité et le service départemental de l'architecture et du patrimoine de la Drôme (SDAP) ont décidé conjointement d'étudier une protection plus adaptée du centre du village et ses abords via la réalisation d'une ZPPAUP.

Cette ZPPAUP substitue un zonage réfléchi au périmètre circulaire et arbitraire des 500 m existants autour du banc seigneurial.

La ZPPAUP se compose de deux parties :

- une présentation du patrimoine communal
- un cahier de prescriptions et recommandations (corps de règles) et la délimitation des zones protégées.

La municipalité affiche ainsi sa volonté de protéger de manière pérenne son patrimoine historique. Une fois approuvée après enquête publique, la ZPPAUP est opposable aux tiers en tant que servitude d'utilité publique, laquelle s'impose au PLU.

A l'intérieur du périmètre ZPPAUP, la gestion des transformations de l'espace, bâti ou non se fait en référence au règlement de la zone de protection. Tous travaux de construction, de démolition, de déboisement et de modification de l'aspect des immeubles sont soumis à autorisation spéciale lors du

dépôt d'une déclaration de travaux, d'un permis de construire ou de démolir. Cette autorisation est accordée par le maire après avis conforme de l'ABF dans le respect du règlement et de l'esprit de la ZPPAUP.



## C- Les équipements et services publics

### C.1- Equipements scolaires et parascolaires

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	2003
68	65	74	75	76	85	82	119

La commune d'Espeluche est dotée d'une école (2 maternelles et 3 primaires). Un restaurant scolaire d'une capacité de 60 pensionnaires fonctionne depuis fin 1997.

127 élèves sont scolarisés en 2006 pour une capacité maximale de 135. La commune répond aux besoins générés par son récent développement mais ne pourrait pas faire face si le rythme de sa croissance se maintenait.

Le trajet d'acheminement des enfants est relativement dangereux. L'insécurité est aussi présente devant l'école avec le stationnement anarchique des parents qui attendent la sortie des classes. Une réorganisation de la voirie devant l'école est nécessaire pour maintenir les enfants en sécurité et permettre aussi aux villageois de stationner pour se rendre aux commerces.



## C.2- Sports et loisirs

On recense sur la commune d'Espeluche :

- 1 stade omnisports avec vestiaires
- 2 tennis non communaux,
- 1 bibliothèque communale, associative,
- 1 salle polyvalente (2 salles de 145 et 30m<sup>2</sup>),
- 1 espace loisir en bordure du ruisseau de Citelle (dont un théâtre de verdure),
- 1 espace jeu d'enfants (Pré du Portail).



*L'école du village*



*La salle des fêtes*

La salle des fêtes est utilisée pour les activités scolaires et les loisirs. La forte utilisation et le manque de place présentent des inconvénients pour les associations. A terme, un équipement plus important est envisagé au niveau intercommunal.

## D- Les réseaux

### D.1- Les infrastructures

#### D.1.1 Voirie

Le territoire d'Espeluche est traversé par :

- l'autoroute A7 (sur une petite partie).
- les routes départementales 4, 126 et 169.

De nombreux déplacements s'effectuent sur la commune d'Espeluche<sup>1</sup> :

- Les migrations domicile/ travail : le pôle d'attraction, concernant les migrations travail est la commune de Montélimar, pas moins de 250 migrations par jour,
- Les déplacements en transports collectifs :
  - scolaires : Espeluche- Montélimar génère un flux de 50 à 200 élèves par jour,
  - lignes régulières : Espeluche est desservie par la ligne n°331 Montélimar – Montjoyer.

On note également l'existence de chemins ruraux inscrits au PDIPR.

Par ailleurs, dans le village, il existe un réel problème en terme d'infrastructures routières (stationnement, liaisons douces,...). Des solutions seront apportées avec la création de parkings délocalisés pour certaines zones du village.

La commune souhaite renforcer les liaisons douces entre les lotissements et le village et sécuriser les liaisons piétonnes.

De plus, les entrées de village devront faire l'objet de divers aménagements (plantation, ralentisseurs) de manière à réduire la vitesse et rendre l'accès plus convivial et moins routier.

---

1. Sources : étude « amélioration de l'offre de service de transports collectifs et la multi-modalité sur la plaine de Valence », Conseil Général co- financé par l'Etat, mai 2003.



### D.1.2 La voie ferrée

- la liaison TGV Paris Marseille (sans gare),

La servitude T1 s'applique à tous les riverains du domaine public ferroviaire quelque soit le classement de la zone limitrophe.

En conséquence l'article relatif à l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives des règlements des zones jouxtant le domaine public ferroviaire, doit impérativement prendre en compte pour les parcelles limitrophes de la Ligne Grande Vitesse, de la loi du 15 juillet 1845 qui indique qu'aucune construction autre qu'un mur de clôture, ne peut être établie à moins de 2m de la limite légale du chemin de fer.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'arrêté du 7 janvier 1999, relatif à l'isolement acoustique des bâtiments à usage d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur, il est précisé que la ligne de Combs la Ville à Saint Louis (ligne TGV) correspond, compte tenu de son trafic actuel ou prévisible au classement en voie de type 1.

De ce fait, en annexes du PLU sont mentionnées les zones à l'intérieur desquelles doivent s'appliquer les dispositions de cet arrêté (300m de part et d'autre de la ligne).

### Les infrastructures et les dispositions de la loi sur le bruit et application de la loi Barnier

#### Classement des voies bruyantes :

En 1999, des arrêtés préfectoraux ont été pris pour classer les voies bruyantes suivantes :

- arrêté préfectoral n°970 du 15 mars 1999 pour la ligne TGV,
- arrêté préfectoral n°748 du 2 mars 1999 pour l'autoroute A7.
- la voie ferrée « ligne TGV » : classée en catégorie 1, en type ouvert, la largeur des secteurs affectés par le bruit est de 300m,
- l'autoroute A7 : classée en catégorie 1 (les constructions à usage d'habitation sont interdites à moins de 100m de l'axe de l'autoroute),

#### Rappel de la loi Barnier (article L111-1-4 du code de l'urbanisme)

En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de 100m de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de 75m de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation. Cette interdiction ne s'applique pas :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières,
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières,
- aux bâtiments d'exploitation agricole,
- aux réseaux d'intérêt public.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, la réfection ou l'extension des constructions existantes. Les dispositions des alinéas précédents ne s'appliquent pas dès lors que les règles concernant ces zones, contenues dans le Plan Local d'Urbanisme ou dans un document d'urbanisme en tenant lieu, sont justifiées et motivées au regard notamment des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

### D.1.3 Les infrastructures de transport de gaz

Une canalisation de transport de gaz traverse la commune. Elle fait l'objet de la servitude I3 qui induit les effets suivants :

- La canalisation susvisée entraîne en domaine privé une zone non aedificandi de 4m de large (2m de part et d'autre de l'axe de la canalisation) où les constructions, les modifications du profil du terrain, les plantations d'arbres et d'arbustes de plus de 2.70m de hauteur et toutes façons culturales descendant à plus de 0.60m sont interdites.
- Si les canalisations traversent des zones considérées comme espaces classés boisés, il est nécessaire de prendre compte dans le plan de zonage du PLU, la bande de servitude dans laquelle les restrictions précédentes sont à appliquer, à savoir : des plantations culturales descendant à plus de 0.60m sont interdites.

Pour prendre en compte ces restrictions, le plan de zonage ne fera pas apparaître d'espaces boisés classés sur la bande de servitude.

En application de l'article L121 -2 du code l'urbanisme, la commune doit faire preuve de vigilance à proximité des ouvrages de transport de matières dangereuses par canalisation et éviter une densification dans la zone des effets significatifs définis comme indiqués dans le tableau suivant :

Désignation de l'ouvrage	Zone des effets irréversible, en mètres (1)	Zone des effets létaux, en mètres (1)	Zone des effets létaux, en mètres, après mise en place d'un dispositif de protection de l'ouvrage
GDF :DN 100 PMS 67,7	30	10	=5
SPMR B1 RG	310	300	15

(1) Il s'agit de la demi largeur d'une bande axée sur l'ouvrage (30 et 310 mètres de part et d'autre de l'ouvrage.

Il n'existe pas à Espeluche de dispositif de protection de l'ouvrage type dallage. En raison du risque technologique que pourrait présenter une agression de la canalisation, la construction ou l'extension d'établissement recevant du public relevant des catégories 1 à 4 ainsi que des établissements de plein air de la 5<sup>ème</sup> catégorie sont à proscrire dans la zone des effets létaux (effet mortels) .



## D 2- Alimentation en eau potable

L'alimentation en eau potable de la commune est assurée par le syndicat intercommunal des eaux de Citelle qui regroupe les communes de Espeluche et de Montboucher sur Jabron.

Deux ressources assurent l'alimentation en eau potable du syndicat :

Le captage de Citelle située en amont d'Espeluche, sur la commune de Rochefort en Valdaire alimente la commune d'Espeluche. A partir de cette réserve, deux conduites de distribution alimentent les abonnés d'Espeluche et des quartiers bas de Montboucher sur Jabron. Cette ressource fournit 75 % de l'eau du syndicat. Il s'agit d'une alimentation gravitaire avec un réservoir sur la colline du Collet, proche du village. Cette source très vulnérable produit une eau de qualité moyenne ; une pollution possible par l'assainissement du hameau du Colombier en amont du captage.

En 2005, huit analyses ont été réalisées, toutes conformes. Il est cependant important de noter que l'eau captée présentait une forte contamination bactériologique sur un prélèvement daté du 14 mars 2005. Le traitement par chloration permet de rendre l'eau potable.

Il existe également sur la commune d'Espeluche, un second réservoir d'eau potable alimenté par le forage de la Vesc (commune de Montboucher sur Jabron) situé sur le quartier de Romanet, mais qui pour l'instant n'est pas raccordé au réseau d'Espeluche. Ce réservoir alimente uniquement la commune voisine de Montboucher sur Jabron. Un projet de raccordement des deux réseaux est à l'étude.

La totalité du territoire est desservi par l'eau. Il existait sur la commune un forage non exploité à Perrougier.

En 2003, ce nouveau forage a été réalisé sur le quartier de Perrougier. Ce captage est en cours d'équipement et devrait être mis en liaison avec le réservoir de Rotary (dont un agrandissement est envisagé) situé quartier de Romanet et permettre de répondre aux futurs besoins. La mise en service devrait être effective en juillet 2007.

Deux périmètres de protection ont été proposés mais non validés à l'heure actuelle. Ils se trouvent en phase de consultation des services et l'enquête publique est programmée courant mai 2007.

Au titre du principe de précaution et afin d'éviter tout risque de pollution des réserves naturelles en eau, le zonage du PLU a intégré le périmètre provisoirement retenu. Il s'agit du secteur Nca.

## D 3- Réseau d'assainissement

### • Eaux usées

La commune d'Espeluche était dotée d'un réseau d'assainissement collectif de type :

- unitaire qui dessert environ 20% de la population,

- séparatif qui dessert environ 55% de la population, et un réseau individuel (25% de la population).

Le réseau draine les eaux usées des habitations dans le centre bourg, le long du collecteur de transport (route de Montélimar) et de tous les lotissements.

Un déversoir d'orage situé en tête du collecteur de transport assure le délestage des eaux pluviales vers un fossé, affluent de la Citelle.

D'octobre 2003 à avril 2004, le raccordement du réseau d'eaux usées d'Espeluche a été effectué sur le réseau de Montboucher sur Jabron. Le traitement des eaux usées se fait à la station de Montélimar depuis mars 2004.

De juillet à mars 2005, a été effectuée la mise en séparatif du réseau d'eaux usées Boulevard du Levant et Boulevard du Couchant.

Afin de réduire le volume d'eaux pluviales rejeté sur le réseau de Montélimar, une tranche de travaux de mise en séparatif du réseau unitaire du village d'Espeluche a été réalisée de janvier à juin 2005. Ces travaux concernaient le boulevard de Levant, une partie du boulevard du couchant et de la route départementale 4.

La mise en séparatif du réseau du vieux village et boulevard de la république est programmée à l'occasion des travaux d'aménagement et de requalification de la voirie.

Une extension du réseau est envisagée chemin des himounettes pour raccorder deux habitations.

N'étant plus utilisée depuis le raccordement des eaux usées sur Montélimar, la station d'Espeluche a été détruite en 2005.

#### ▪ **Eaux pluviales**

En 1988 et 1993, le chef lieu a connu d'importantes inondations provenant essentiellement des bassins versants des collines situées au sud de l'agglomération (Collet/ Colombier) : débordement dans un lotissement, effondrement du mur de la place, inondation du centre du village. Ces événements correspondaient à des crues exceptionnelles. Cependant, à chaque orage, il apparaissait de petits incidents au niveau du Collet (dans le lotissement). Les buses de diamètre insuffisant et les fossés peu entretenus étaient à l'origine de ces troubles.

La municipalité d'Espeluche a fait procéder à une étude générale d'assainissement pluviale de l'ensemble de la commune en 1997, afin d'envisager la réalisation de travaux urgents pour remédier aux divers problèmes d'inondation fréquents du village. En effet lors de fortes précipitations les eaux de ruissellement des quartiers Est étaient drainées par la RD 4 et aboutissaient au cœur du village, provoquant ainsi des inondations très dommageables.

La priorité des aménagements a concerné la réalisation d'un émissaire pluvial pour l'assainissement des quartier Est de la commune de façon à court-circuiter les écoulements des coteaux sud de la RD 4 vers la citelle, en empruntant le chemin du moulin.



L'aménagement réalisé en 2000 comprend sur une longueur de 90 m environ la réalisation d'un fossé d'écoulement vers la citelle, servant d'émissaire à un collecteur 0/1000 longeant le chemin du moulin et remontant jusqu'au RD 4. Ce collecteur longe le RD 4 sur une longueur de 55 m pour la collecte des fossés de la RD 4 ainsi que les arrivées des ouvrages existants d'évacuation des eaux pluviales des coteaux situés au sud.

En 2002 coteau des Hochettes. Les eaux provenant des voies et espaces communs sont collectées par des conduites mises en place et rejetées dans le fossé situé au nord du lotissement. En cas de surcharge de ce fossé, un trop plein de 2000 m<sup>3</sup> a été créé avant le rejet dans le fossé nord / sud longeant le lotissement de la Guillaumière.

Ces aménagements ont permis de réduire largement les risques.

Le PLU vise également à limiter l'imperméabilisation dans les zones de production amont et pour cela :

- Limite les possibilités de construction ; à défaut, limite l'emprise au sol des constructions et/ou la densité de construction autorisée (zone A et Ap en particulier).
- Assure le maintien des espaces boisés et les espaces agricoles amont.
- impose des plantations sur les espaces laissés libres.

Une densification de la zone Ud et donc l'imperméabilisation des sols pourraient accentuer le risque d'inondation par ruissellement pluvial.

Dans les zones à urbaniser, les eaux pluviales doivent être prioritairement infiltrées sur la parcelle afin de réduire voir de supprimer les volumes d'eaux de ruissellement rejetées dans le réseau collectif au moyen d'ouvrage de pré stockage, d'infiltration (puits perdus, bassin de rétention ou d'infiltration, tranchée drainante....).

### **D 3 - Les ordures ménagères**

Espeluche fait partie de la communauté de communes de la SESAME. Cette structure intercommunale a en charge :

- Les ordures ménagères. Le tri sélectif (emballages creux) a fait l'objet début 98 de la mise en place des conteneurs appropriés.
- La gestion d'une déchetterie commune par apport volontaire qui est opérationnelle depuis avril 1999.

## E- Analyse socio- économique

### E.1- La démographie

#### Evolution de la population (sources RG 1999)

Selon les résultats du recensement complémentaire de 2003, la population de la commune d'Espeluche est de 1035 habitants. La population est en hausse par rapport au recensement de 1999. En 4 ans, la commune a gagné 283 habitants. La croissance a été très rapide et n'a pas laissé à la commune le temps d'anticiper les besoins en matière d'équipements divers.

Le taux de variation était de 7.4 % entre 1975 et 1982 ; entre 1999 et 2003, il est de 7.5%. La croissance démographique est en phase de se stabiliser.

	1975	1982	1990	1999	2003
Population totale	412	626	700	752	1035
Variation absolue	+ 214	+ 74	+ 52	+ 283	
Taux de variation annuel	+ 7.4 %	+ 1.41 %	+ 0.80 %	+ 7.5%	

Sources : INSEE, 1999

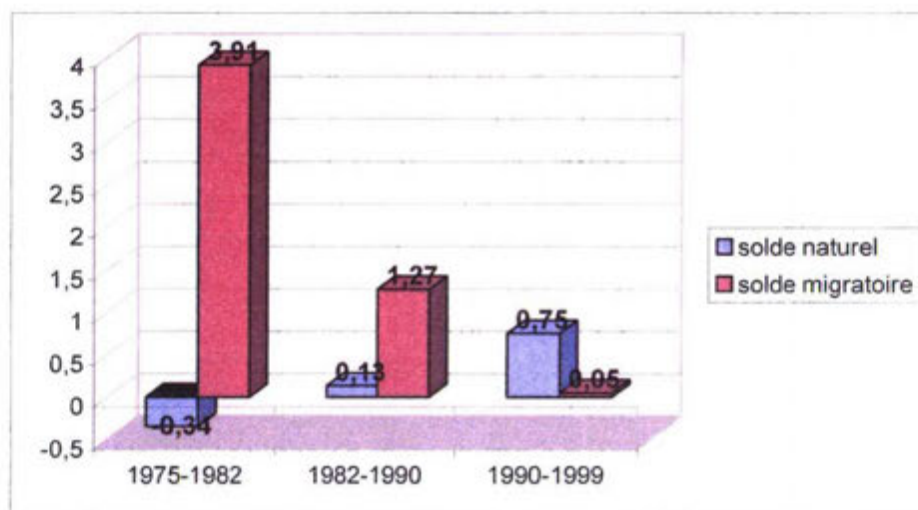
Sources communales pour les données de 2003.



### Excédent naturel et solde migratoire

Cette augmentation de la population s'explique par deux phénomènes :

- l'amplification positive du solde naturel (composé des flux de naissances et de décès) : depuis 1975, les décès étaient plus importants que les naissances. Cette tendance s'est inversée depuis 1982 avec un taux de natalité de 9.69 % contre 8.36% pour le taux de mortalité.
- le solde migratoire positif (bilan des entrées et des sorties sur le territoire communal) : cependant ce dernier est de moins en moins important (0.05% sur la période 1990- 1999).

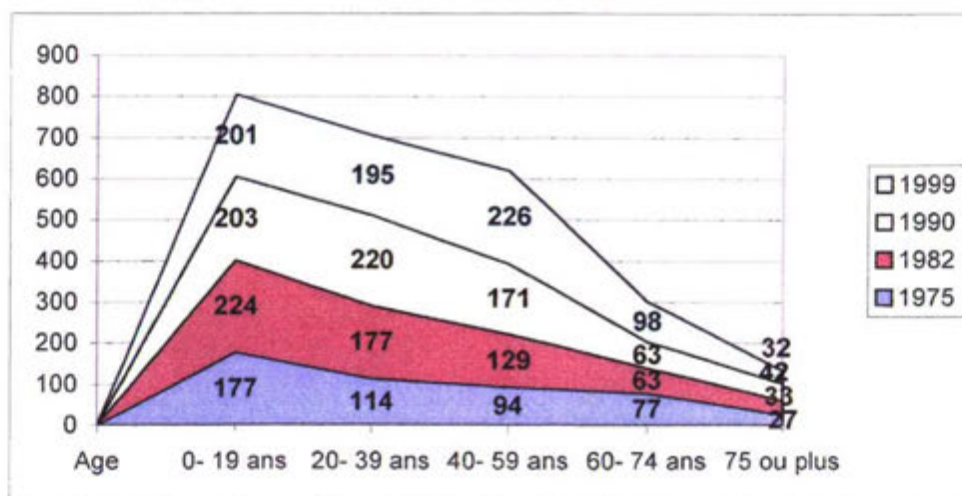


Sources : INSEE, 1999

Au cours des années quatre vingt dix, l'excédent naturel a contribué à la hausse de la population. Par ailleurs, l'excédent des entrées sur les sorties de population est de 3 personnes.

Sur la période 1999- 2003, l'augmentation de la population est due aux lotissements de la Guillaumière, de l'Oratoire, du Coteau des Hochettes et des logements locatifs. Ces nouveaux arrivants sont en très large majorité des familles situées dans la tranche d'âge 25 -50 ans, avec des enfants pour moitié en âge d'être scolarisés à l'école primaire, pour l'autre moitié en âge d'être scolarisés au collège, au lycée et au delà.

## Structure par âge de la population



Sources : INSEE, 1999

La commune abrite peu de personnes âgées. Les 32 habitants qui ont 75 ans et plus ne représentent que 4.3% de la population alors que cette proportion est de 8.2% dans le département. Les 201 jeunes de moins de 20 ans représentent 26.7% de la population pour 25.4% dans le département.

## E.2- Le parc logement

## Habitat, parc de logement et construction

- L'âge du parc

Ensemble logements	Avant 1949	1949- 1974	1975- 1981	1982- 1990	1990- 1999	1999- 2003
	134	36	57	57	50	80
100 %	32.39%	8.6%	13.7%	13.7%	12%	19.32%
Nombre moyen de logements	-	1.5 logt/ an	9.5 logt/ an	7 logt/ an	6 logt/ an	20 logt/ an

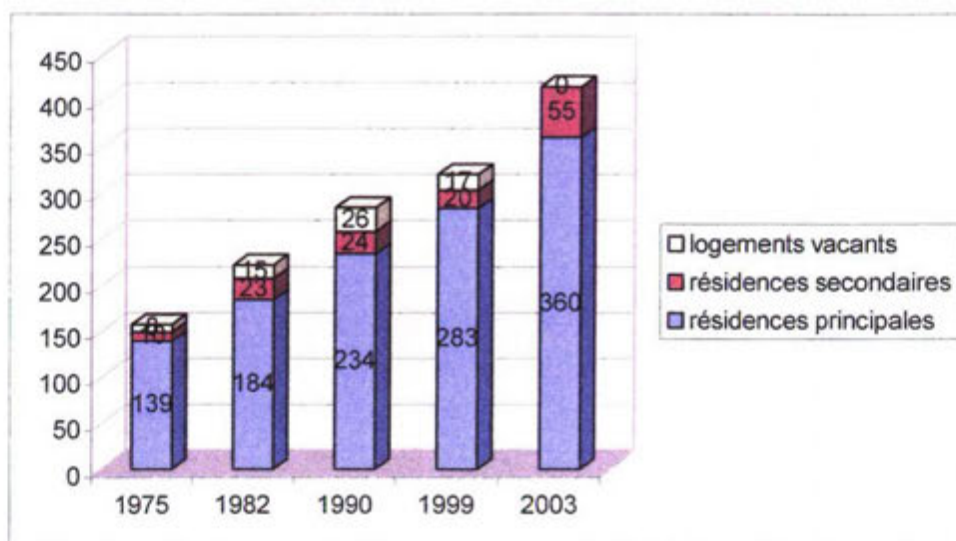
Sources : INSEE, 1999

Le parc de logements est d'ancienneté moyenne : 280 logements ont été construits après la dernière guerre, soit une proportion de 67.6%.

Le parc vacant a augmenté de 20 logements entre 1975 et 1990. Néanmoins, l'OPAH a quasiment permis de résorber ce parc. La commune ne dispose plus aujourd'hui que d'une marge de manœuvre réduite.



- Nombre de logements par catégorie



Sources : INSEE, 1999

En 2003, la commune comprend 415 logements : 360 résidences principales et 55 résidences secondaires ou occasionnelles.

Le parc de logements s'est accru de 127 logements entre 1975 et 1990 dont 95 résidences principales. Entre 1990 et 1999, 36 logements supplémentaires ont été créés avec une augmentation des résidences principales et une diminution des logements vacants.

Depuis la croissance d'Espeluche n'a pas cessée. Elle est imputable à la volonté de la municipalité précédente d'ouvrir de nouveaux secteurs à l'urbanisation et impulser une forme urbaine plus dense, concentrique et recentrée sur le village.

La quasi totalité des résidences principales est constituée de maisons individuelles (93.6%). La grande majorité des habitants de la commune est propriétaire de son logement : 81.6% des ménages. Le parc des résidences secondaires reste faible et diminue progressivement.

Le parc locatif, qui assure le renouvellement de la population et permet à de jeunes ménages de se loger s'est développé à la fois par le biais de l'OPAH menée dans le cadre de la SESAME et également par la réalisation de logements neufs quartier de la Guillaumière (4) et quartier des Hochette (9) sous forme d'habitat individuel groupé.

- Organisation sous forme de lotissements

Espeluche a organisé son urbanisation au dos du village, aux pieds des espaces boisés (le Collet), sous forme d'aménagement d'ensemble.

La première opération s'est effectuée de 1978 à 1981 : opération du Pré au Portail (27 habitations). Trois autres secteurs ont été ouverts à l'urbanisation mais de taille plus réduite et sur un mode de densification plus faible et plus adapté à une urbanisation de type rural :

- le Colombier de 1986 à 1991 : 8 constructions,
- la Pastorale de 1987 à 1992 : 11 constructions,
- le Bois Couchant de 1993 à 1996 : 13 constructions.

**Cette forme d'habitat n'est pas remise en question de par sa bonne intégration au site et à l'impact perceptible en terme de dynamique communale.** Néanmoins, des questions se posent sur le long terme :

- cette urbanisation axée sur le mode exclusif de l'accession à la propriété pose la question du vieillissement de la population et à beaucoup plus long terme la vacance du parc.
- l'explosion de l'urbanisation à l'extérieur des enceintes du village pose la question de la relation entre :
  - l'urbanisation future et le village- centre,
  - le parc ancien devant le développement des constructions récentes,
  - le lien entre ces groupes d'habitations.

Le développement de l'urbanisation sous forme de lotissements connaît aujourd'hui quelques dysfonctionnements auxquels il convient d'apporter des solutions. Pour ce faire, il s'agira de renforcer les liaisons douces (cheminements piétons, aménagements publics internes) entre les groupes d'habitations eux mêmes et avec le noyau ancien.

Dans le cadre de la révision du PLU, a été retenu le principe d'un arrêt du déploiement des zones constructibles. Seules les extensions sont limitées au prolongement de groupes d'habitation existants, sans rupture ni exclusion.

De manière générale, l'aménagement de ces secteurs repose sur des principes de respect de l'environnement, de la qualité du site, d'intégration paysagère et de mise en valeur des perceptions sur le vieux village :

- Végétalisation et préservation des zones arborées existantes,
- Axe pré planté encadrant les perceptions sur le clocher,
- Intégration d'un élément structurant l'environnement urbain (mail planté)

Désormais, il s'agira de maintenir une certaine continuité et harmonie avec l'existant (construire par exemple sous forme de maisons mitoyennes et densifier la couronne des zones récemment construites) tout en maintenant le secteur locatif, garant du dynamisme de la commune.



### E.3- L'économie

#### Activité économique et emplois

	1975	1982	1990	1999
Population active	146	245	314	351
Population active ayant un emploi	142	225	301	324
Chômeurs	4	20	13	27
Salariés	99	195	250	274
Non salariés	43	30	51	50

Sources : INSEE, 1999

Parmi les 752 habitants de la commune, 351 personnes sont actives. Au moment du recensement, 27 de ces actifs cherchent un emploi et 324 travaillent. Parmi ces personnes qui ont un emploi, 50 exercent une profession à leur compte ou aident leur conjoint ; les 274 autres sont salariées. Une petite minorité de ces actifs exerce dans la commune ; 281 personnes vont travailler à l'extérieur.

La population active a encore augmenté par rapport à 1990 et le nombre de chômeurs a aussi doublé. Le principal pôle d'attraction en terme d'emploi est Montélimar.

#### Les flux domicile- travail

	1975	1982	1990	1999
Population active	146	245	314	351
Ayant un emploi	142	225	301	324
Travaillant dans la commune	63	48	51	43
Travaillant dans la Drôme	72	452	214	240
Travaillant dans un autre département	7	25	36	41

Sources : INSEE, 1999

Globalement, la commune présente une forte dépendance économique par rapport à la ville de Montélimar.

#### **E.4- Les commerces et les services de proximité**

- 1 boulangerie/ pâtisserie (boulevard du Levant)
- 1 épicerie/ journaux/ tabac/ mercerie (boulevard de la République)
- 1 café/ restaurant
- 1 coiffeur
- 1 infirmière
- 1 taxi
- 1 agence postale située à la mairie

Les caractéristiques de son développement urbain groupé et organisé autour du village bourg explique que l'activité commerciale propre ait pu survivre. La commune très sensible à cette question souhaite reposer son développement sur la vie du village.

#### **E.5- Autres secteurs d'activité**

Le tissu d'activité est essentiellement composé de petites unités artisanales orientées le plus généralement vers le bâtiment.

En raison du contexte intercommunal, la commune ne souhaite pas créer une zone d'activités importante ; l'objectif étant d'assurer le bon remplissage et le bon fonctionnement des zones communautaires existantes.

Néanmoins, des études au cas par cas pourront être menées en accord avec les orientations prises dans le cadre de l'intercommunalité et favoriser de ce fait l'implantation d'artisans, de professions libérales.... Les conditions de cette autorisation seront précisées dans le règlement (activités peu nuisantes, bâtiments réalisés en maçonnerie).

#### La commune souhaite développer un parc Eolien

La commune sensible à l'intérêt environnemental et économique de l'énergie éolienne a engagé une réflexion depuis 2003 pour pouvoir accueillir un parc sur sa commune en continuité du parc existant de Montjoyer et Rochefort en Valdaïne.

De façon à en minimiser son impact notamment environnemental et conformément aux articles L 122 -3 du code de l'environnement (article 2 de la loi du 10 juillet 1976, abrogée par l'ordonnance n°2000-914 du 18/09/2000) une étude d'impact a été réalisée par la société INTERVENT.

Le projet constitue la prolongation du parc éolien de Montjoyer – Rochefort en valdaïne. Le parc déjà existant est composé de 23 machines pour une puissance de 17.25 MW. 4 nouvelles machines devraient être implantées sur le plateau. Un zonage spécifique est proposé au PLU. Le détail des



choix retenus pour minimiser l'impact du parc éolien est explicité à la fin document dans le chapitre « incidences des choix du PLU sur l'environnement ».

## E.6- Le secteur du tourisme

Il est peu important malgré le cadre de vie de qualité et la situation géographique (proximité de Grignan en Drôme provençale, du château de Rochefort, des ruines du château d'Allan) L'accueil touristique est quasi inexistant. On dénombre sur la commune un gîte rural d'une capacité de 5 personnes.

C'est un secteur que la commune souhaite développer. L'aménagement de la place Royale, la mise en valeur du banc seigneurial et le traitement du centre- village répondent à cet objectif.

Par ailleurs, la publication pilotée par la SESAME de tous les sentiers de randonnée existants sur la commune est prévue prochainement.

Plusieurs projets touristiques privés sont à l'ordre du jour :

- 5 gîtes,
- une plate forme pour les campings car,
- un centre de VTT.

Deux secteurs sont proposés dans le cadre du PLU pour accompagner les projets touristiques sur la commune et notamment le secteur du château de Saint Romain.

## E.7- L'activité agricole

L'activité agricole est en récession comme en témoigne la diminution de la surface agricole utile (SAU) et la diminution de la population agricole.

	Surface agricole utilisée	Nombre d'exploitants
1979	529	42
1988	406	26
2000	398	19
Evolution 79- 88	- 123	- 16
Evolution 88 -00	- 8	- 7

La vocation agricole d'Espeluche reste néanmoins prédominante puisque près de 398 ha de la superficie communale est vouée à l'agriculture.

Les productions des exploitations situées sur la commune sont les suivantes :

Productions végétales (en ha)		
	En 1988	En 2000
Céréales	198	161
Cultures industrielles	86	
Fourrage	52	10
Superficie en herbe	7	9
Légumes frais, pommes de terre	9	9
Vignes	23	11
Jachères	23	43
Arboriculture	11	15

Au niveau de la production végétale, ce sont les cultures industrielles (production de semences), les vergers et les céréales qui prédominent. La protection et l'affirmation de la vocation agricole de la commune sont essentielles.

Une zone agricole située entre le centre bourg et le tracé du futur contournement du village et dans le prolongement des secteurs déjà urbanisés, apparaît bien moins marqué qu'auparavant.

L'urbanisation progressive des secteurs de la Guillaumière et de l'Oratoire ne semble pas constituer de menace majeure pour l'activité agricole communale. Les formes d'urbanisation récente, recentrées sur le chef lieu n'ont pas gênées l'exploitation agricole.

Lors du passage du POS en PLU des zones NA seront réinjectées en zone A.



## Deuxième partie: Etat initial du site et l'environnement

L'analyse paysagère permet de mettre en évidence les grandes caractéristiques marquantes de la commune (agricoles et naturelles). La révision du PLU pourra s'appuyer sur cette synthèse pour définir et affirmer la vocation des différents secteurs (agricoles, boisés, naturels, urbanisés) et étayer ses choix de zonage.

### 1- Description paysagère

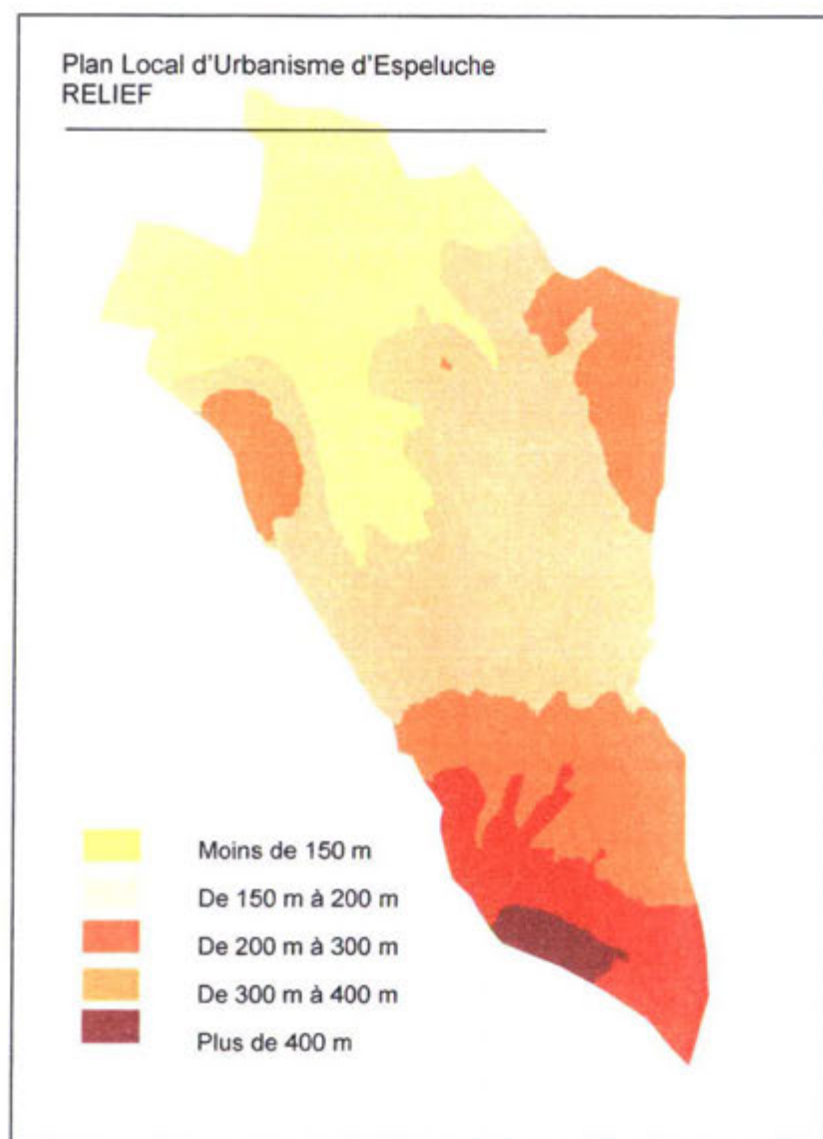
Sa localisation à proximité du bassin de vie de Montélimar lui confère une vocation essentiellement résidentielle.

**Le relief** a une importance majeure sur le paysage : c'est lui qui conditionne l'organisation des différentes entités et de ce fait influe sur l'occupation du territoire et détermine les cônes de vue.

#### Le relief

Le village s'est développé au cœur d'une vaste plaine occupée par l'agriculture. De part et d'autre de la plaine, le relief est vallonné :

- Au Nord Est, la montagne de la Série (301 m),
- Au Sud, le Collet (271m) et le plateau des Claves (425m),
- A l'Ouest, la colline de Montceau (303m) qui ferme le paysage et constitue un obstacle aux nuisances sonores générées par les axes de circulation de la vallée du Rhône (en particulier l'A7).



Sources : URBANIS

## **La géologie**

On distingue trois formations géologiques :

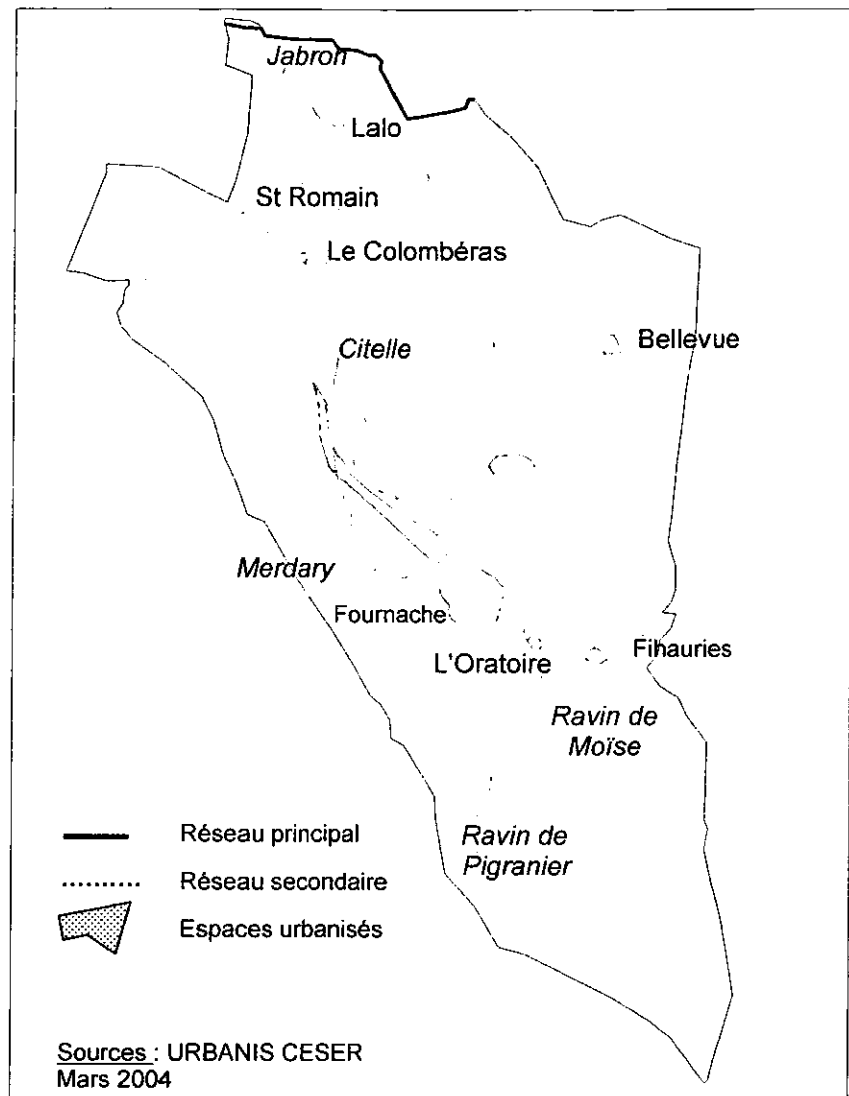
- quaternaire récent : de part et d'autre de la rivière Citelles. Elle est constituée d'alluvions et de colluvions d'une épaisseur variant de 0.5m à 12m.
- tertiaire : cette formation est située au Nord de la commune. Elle est formée de galets calcaires et gréseux ; l'épaisseur varie de 10 à 30m.
- le crétacé : cette formation est située principalement à l'Est de la commune. Elle est composée de calcaires, de grés, de marnes bleues dont l'épaisseur varie de 100 à 250m.



## L'hydrographie

Le réseau hydrographique est principalement constitué par la rivière la Citelle qui s'écoule du Sud Est vers le Nord Ouest et qui se jette dans le Jabron. Du fait de la végétation arborée qui signale sa présence, c'est un élément fort du paysage. Le Jabron matérialise une limite communale. Situé à l'extrémité Nord, son impact paysager est plus limité. Le milieu environnant extrêmement fragile a néanmoins été répertorié par l'inventaire national des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF).

Le réseau secondaire est formé par le ruisseau du Merdary et les ravins de Pigranier et de Moïse situés à l'Ouest et l'Est du village.



## 2- Éléments paysagers structurants

La topographie de la commune offre quelques points de vue intéressants :

- sur les hauteurs de la colline de Montceau, vue panoramique du territoire communal et des massifs boisés qui constituent des éléments majeurs et structurant du paysage d'Espeluche
- la vision est aussi plus lointaine sur le plateau des Claves, les Trois Becs, la forêt de Saou, le château de Rochefort, la Lance, le saut du Colombier, la vallée de la Citelle.



Les alignements d'arbres qui marquent les entrées de village en arrivant de Montélimar et de Rochefort sont des éléments structurant forts du paysage.

Les entrées de village plantées de platanes :



Entrée de village depuis Montélimar



Entrée depuis Rochefort



A l'inverse l'entrée de ville depuis Allan, bien que marquée par un bâti dense (petit groupe semi collectif) constitue une rupture. Des alignements identitaires permettraient de structurer l'environnement urbain (paysagement de l'entrée de ville)



Bâti dense qui  
marque l'entrée  
route d'Allan

Espeluche est une commune qui a organisé son urbanisation récente. Cette dernière s'est effectuée au dos du village sous forme d'aménagement d'ensemble au pied des espaces boisés (le collet). Cette forme d'habitat n'a pas lieu d'être remise en cause de par sa bonne intégration au site et à l'impact perceptible en terme de dynamique communale. L'urbanisation la plus récente quartier de la Guillaumière s'est faite de façon concentrique et organisée à la proximité du centre village.



Les trois principaux cônes de vue périurbain et identifiés à travers l'étude ZPPAUP donnent lieu à des zones de protection spécifiques (zonage Ap au PLU). Il s'agit, au nord du village, d'une zone basse et riveraine du ruisseau de citelle qui constitue un cône de vue intéressant sur le village depuis le pont et donne à voir un aspect quasiment inchangé.

Au sud, il s'agit du piémont agricole du collet qui constitue une coupure naturelle entre le village et la forêt, à la fois limite de l'urbanisation, bande de protection en cas d'incendie de forêt et perspective sur le village.



L'objectif affiché est ici d'éviter le mitage du coteau et la banalisation du paysage existant.



### 3 -- Protection de l'Environnement

#### A - Les ZNIEFF

Une ZNIEFF est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristique du patrimoine régional. L'inventaire des ZNIEFF identifie, localise et décrit les sites d'intérêt patrimonial pour les espèces vivantes et les habitats.

Etabli pour le compte du ministère de l'environnement, il constitue l'outil principal de la connaissance scientifique du patrimoine naturel et sert de base à la définition de la politique de protection de la nature, en particulier pour les milieux les plus sensibles.

Les ZNIEFF n'ont pas de portée réglementaire directe. Elles ont le caractère d'un inventaire scientifique. La loi de 1976 sur la protection de la nature impose au document d'urbanisme de respecter les préoccupations d'environnement et interdit aux aménagements projetés de « détruire, altérer ou dégrader le milieu particulier » à des espèces animales ou végétales protégées.

Les ZNIEFF constituent à ce titre un réel élément d'expertise pris en considération par la jurisprudence des tribunaux administratifs et du conseil d'état. La jurisprudence considère comme une erreur manifeste d'appréciation, le fait de classer une ZNIEFF de type 1 en zone NA pour la réalisation d'un lotissement (TA d'Orléans -1998). Une autorisation de défricher a été refusée pour maintenir en l'état une ZNIEFF (conseil d'état du 8 juillet 1992).

L'inventaire a été lancé en 1982. Une première version de l'inventaire régional a été diffusée en 1994. La DIREN procède actuellement à une actualisation de l'inventaire des ZNIEFF, les données provisoires sont présentées ci-dessous :

#### Deux ZNIEFF de type 1 sont recensées sur le territoire d'Espeluche (Sources: Diren)

**La ripisylve du Jabron:** Le Jabron prend sa source dans les montagnes en amont de Dieulefit, et rejoint le Roubion, juste à l'entrée de Montélimar, avant qu'il ne se jette dans le Rhône. A la latitude de Montélimar, la végétation est très nettement influencée par le climat méditerranéen. Les milieux, qui bordent la rivière, en portent la marque. Le Frêne à feuilles étroites et le Peuplier blanc sont des éléments de base des ensembles boisés. Sur les berges sèches, le Chêne pubescent, et parfois le Chêne vert ainsi que leurs espèces compagnes se mêlent aux plantes plus typiques des berges alluviales. Mentionnons la richesse en orchidées (orchis, ophrys, céphalanthères...), et plus particulièrement la présence de l'Orchis à trois dents **(2)**, espèce méditerranéenne protégée en région Rhône-Alpes. La Centaurée de Triumphet et l'Inule à feuille de spirée sont deux autres espèces végétales rares signalées ici. Le Jabron est une rivière dégradée, au lit encaissé, et sans véritable dynamique fluviale contrairement au Roubion. Les petites plages de graviers qui apparaissent à la décrue permettent la nidification du Petit Gravelot **(3)**. Le Martin-pêcheur **(1)**, recherche des berges sableuses pour y établir son nid. La Bouscarle de Cetti est présente tout au long de la rivière dans les fourrés denses des berges. La présence du Castor d'Europe **(4)** se signale, à quelques troncs rongés en bord de la rivière. Ce rongeur a, en effet, une vie nocturne. Il passe la journée dans son abri (terrier



ou hutte). Autrefois chassé, ce mammifère ne semble plus menacé à l'heure actuelle. Ses populations ont même tendance à s'étendre.



(1)



(2)



(3)



(4)

D'une superficie de 369 ha, elle s'étend sur les communes de Montélimar, Montboucher, La Touche, Portes en Valdaire, Souspierre, la Bâtie Rolland, La Bégude de Mazenc et Espeluche. Elle est inscrite à l'inventaire des sites susceptibles d'être reconnus d'importance communautaire (directive Habitat/CEE).

Située à l'extrême Nord de la commune, elle est concernée par le tracé du TGV. Ce même secteur est exposé au risque d'inondabilité du Jabron.

- **la ZNIEFF du plateau de Montjoyer et de la vallée de la Citerne.** Cette ZNIEFF est située au Sud/est de Montélimar. L'intérêt naturaliste local est lié au cours d'eau et petites mares, aux boisements du rebord du plateau, et à cette lande ouverte qui constitue l'un des rares sites de nidification du **Bussard cendré** (5).

Cette zone abrite également des peuplements relativement importants de **cytise** (6) à longs rameaux. Cet arbuste, voisin des genêts, est en France une espèce rare, protégée et inscrite au « livre rouge » de la flore menacée en France.

D'une superficie de 436 ha, elle s'étend sur les communes de Espeluche, Rochefort en Valdaire, la Touche et Monjoyer.

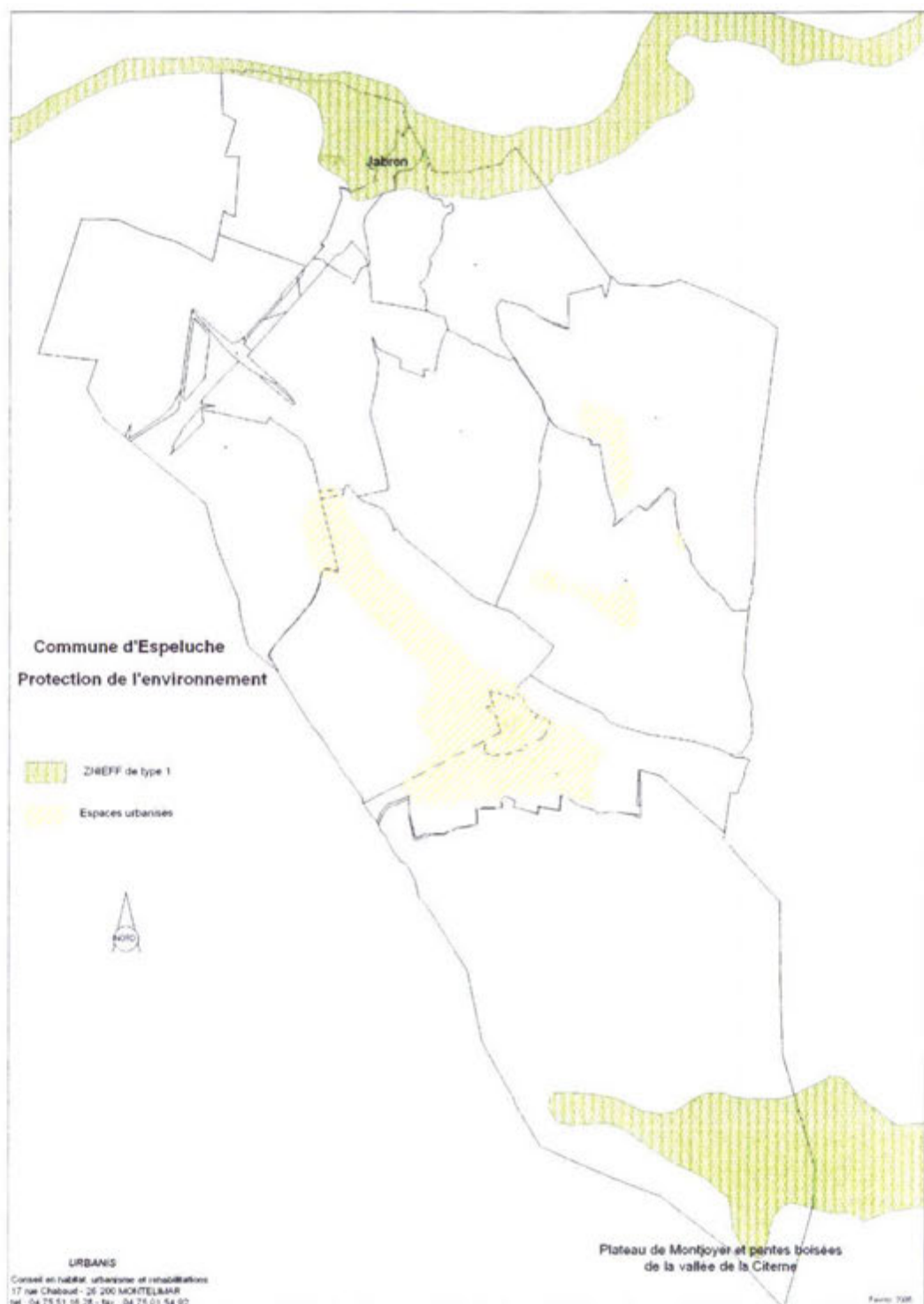


(5)



(6)

Les entités naturelles boisées et les terres cultivées restent une composante importante du paysage. A la vocation agricole s'est néanmoins substituée la vocation résidentielle. Cette évolution du paysage est perceptible à travers le développement des groupements d'habitations qui se sont implantés à proximité du chef lieu.





## **B- Les Espaces Boisés Classés**

La commune possède une forêt soumise au régime forestier. Les parcelles concernées sont placées en zones N. Une grande partie est classée en EBC.

## **C-- Les risques naturels**

### **C.1 Risques d'inondation**

La commune a été déclarée sinistrée par des inondations par arrêtés du 8 décembre 1988, du 11 octobre 1993, de novembre 2002 et décembre 2003.

Actuellement sur la commune, il n'existe pas de plan de prévention des risques. Deux rivières la « Citelle » et le « Jabron » provoquent des inondations de type torrentiel sur la commune. Les zones inondables sont des terres agricoles et ne semblent pas présenter de réels dangers pour les habitations.

Les documents graphiques du PLU font apparaître de part et d'autre de ces cours d'eau, des zones non aedificandi à l'intérieur desquelles sont interdits les constructions nouvelles de toute nature

Le risque inondation par ruissellement pluvial: Le PLU limite l'imperméabilisation dans des zones de production situées en amont du village et impose, via son règlement, la mise en œuvre de mesures compensatoires à l'imperméabilisation.

### **C.2 Risques d'incendie**

Des dispositions (réseaux viaires et hydrauliques) ont été retenues par les Services Départementaux et de Secours de la Drôme afin de permettre l'acheminement du matériel incendie et de lutter efficacement contre tout sinistre. La desserte des bâtiments, quelle que soit leur destination doit répondre au minimum aux prescriptions des arrêtés du 25 juin 1980 et du 31 janvier 1986 (voir annexes) relatifs :

- Au réseau viaire (largeur de la voie),
- Au réseau hydraulique : ces besoins ne présentent qu'une valeur moyenne et peuvent évoluer soit en aggravation soit en atténuation selon les caractéristiques communales (éloignement du centre de secours de rattachement, difficultés d'accès, risques particuliers,...).

Dans un souci de prévention contre les risques incendie, il conviendra de limiter les extensions urbaines aux abords des espaces boisés. Pour ce faire, un plan de gestion de la forêt communale est en cours d'élaboration par l'ONF.

La servitude de débroussaillage (article L322-3 du code forestier) qui s'applique aux constructions situées dans les bois permet de limiter les risques incendie.



### **C.3 Les risques sismiques**

Le décret du 14 mai 1991 relatif à la prévention des risques sismiques classe la commune en zone 1b.

Cette commune peut donc être touchée par des séismes pouvant entraîner d'importants dommages aux bâtiments. En conséquence, les constructions devront répondre aux normes parasismiques définies par les normes AFNOR NF P 06-013.06-013/A1 et 06-014.

## Troisième partie : choix et orientation du PLU

Le présent chapitre du rapport de présentation a pour objectifs :

- D'expliquer les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable,
- D'exposer les motifs de la délimitation des zones et des règles qui y sont applicables

Il est rappelé que le PLU d'Espeluche est réalisé sur les bases du PADD dont l'objectif principal consiste à maîtriser le développement démographique et ses incidences en matière d'équipements et de cadre de vie.

Le projet de la commune se décline en trois idées fortes :

**1- Maîtriser la croissance démographique et anticiper son développement futur**

**2- Requalifier les quartiers existants, les entrées de ville**

**3-Préserver le patrimoine naturel, paysager et construit de la commune**

Au travers de son PLU, la commune donne la priorité à l'aménagement et à l'amélioration de l'existant, à la préservation du patrimoine et du cadre de vie.

### **LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET UN ACCUEIL DE QUALITE DES NOUVEAUX VENUS**

Espeluche s'est fortement développée durant les années 1990 – 2000 en raison de l'ouverture rapide à l'urbanisation de nouveaux secteurs sous forme de lotissements situés sur la route d'Allan. Avec 1035 habitants en 2003, la commune souhaite se donner le temps d'absorber cette nouvelle population et organiser son intégration à la fois au niveau de la vie locale (services et équipements scolaires et sportifs ...) et s'orienter davantage vers des aménagements qualitatifs basés sur une amélioration du cadre de vie. Si la forme urbaine récente n'est pas remise en question de par sa proximité au village (intégration paysagère et velum, vie locale, gestion des réseaux ....), la croissance de la population jugée trop rapide n'a pas toujours permis à la commune de faire face aux besoins en matière d'équipement et de services de façon suffisamment anticipée.

Après une stratégie expansionniste qui s'est traduit par les choix retenus dans le précédent POS, la commune affiche une position stabilisatrice pour absorber la croissance récente, répondre aux besoins en matière d'équipements. Les perspectives d'extension urbaine d'Espeluche se veulent volontairement limitées et différées dans le temps.

**Cela se traduit au PLU par la non ouverture de nouvelles zones à urbaniser à court terme.**

Cette politique se traduit par:

- **une densification des zones constructibles déjà existantes dans le POS:**
  - Les zones 1NAa des Hochettes et de la Guillaumière du POS désormais occupées par des lotissements sont intégrées au PLU en zone Ud.
  - Le quartier de l'Oratoire classé en NAa construit en partie est déclassé en zone Ud.

Il s'agira de combler «les dents creuses» dans ces zones dans le respect de la forme urbaine existante réalisée jusqu'ici :

- Les zones Ue des quartiers Montceau, Bellevue et Chanron (anciennes zones NB) dans lesquelles la commune n'envisage pas de renforcement des réseaux existants. Le principe est d'autoriser quelques constructions supplémentaires. Ces zones de capacité limitée et partiellement construites se situent en périphérie d'espaces boisés et dans un cadre naturel dominant. Une surface minimale de la taille des parcelles est imposée, à la fois pour permettre et garantir la qualité de l'assainissement qui y sera réalisé mais également favoriser l'intégration d'un nouveau bâti dans un environnement naturel dominant.
- Les zones Ud le long de la route départementale venant de Montélimar et dans le quartier de l'Oratoire. Ici aussi la densité est volontairement bornée, tenant compte de la densité existante, de l'implantation du bâti, de la forme urbaine (lotissement).

Si cette zone se situe dans la continuité du centre bourg, la forme, la taille des parcelles et l'implantation du bâti n'en demeurent pas moins très différente de la zone Ua (bâti à l'alignement du domaine public, en continuité....). L'objectif est d'éviter des divisions parcellaires anarchiques et une densification du tissu préjudiciable à l'environnement général et au cadre de vie d'Espeluche.

La commune n'exclue pas une forme urbaine plus dense en entrée de ville et notamment sur le secteur de projet, grevé par la servitude L 123-2-a (secteur de projet nommé périmètre d'étude): Zone AUo



- par la mobilisation du patrimoine bâti existant et diffus sur le territoire:

**En zone agricole**, il a été effectué un repérage des bâtiments agricoles relevant de l'article L 123 – 3 -1 qui en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, peuvent faire l'objet d'un changement de destination et d'un Aménagement, **dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole.**

L'indice ★ (étoile) apposé sur les propriétés bâties cadastrées permet de les localiser sur le zonage

*En zone A (indice \*), pour les bâtiments agricoles présentant un intérêt architectural, sont autorisées:*

- *Les aménagements des constructions existantes avec ou sans changement de destination dans le volume existant,*

#### **Patrimoine en zone A relevant de l'article L 123 – 3 – 1**

*Au Sud Est de la commune,*



Quartier de Filorie



Quartier Série / Citelle



Quartier Série



Quartier Série / Citelle



Quartier la Condamine



*Au Sud Ouest de la commune,*



*Au Nord Est de la commune,*

Chemin des Himounettes



Quartier Bellevue





Quartier Rotary



*Au Nord Ouest de la commune,*



Quartier Lagardette



### **En zone Naturelle,**

- Les aménagements et les changements de destination des constructions existantes dans la zone à la date d'approbation du PLU et sous réserve des capacités en équipement de la zone.

*- Les extensions des constructions existantes dans la limite de 250m<sup>2</sup> de SHON. Les extensions successives ne devront pas aboutir à un résultat excédant 250 m<sup>2</sup> de SHON au total. Par contre, cette limite de 250m<sup>2</sup> de SHON ne s'applique pas dans le cas d'une restauration sans extension de bâtiments existants. Cette règle s'applique également pour le changement de destination des bâtiments à usage agricole en habitation, de gîtes touristiques ou chambres d'hôtes à condition de ne pas compromettre l'exploitation agricole.*



Ceci constitue un réel potentiel d'accueil dans le parc ancien et laisse ainsi à la commune le temps d'absorber les nouvelles constructions et anticiper son développement futur.

- **par la délimitation d'une zone à urbaniser en entrée de village**, partiellement couverte par un secteur de projet repéré sur le document graphique en application de la servitude L 123-2-a (secteur de projet nommé périmètre d'étude): AUo

L'enjeu repose sur le traitement de la future entrée de village et le maillage entre le tissu existant et les extensions futures.

Ce secteur sera dédié par ailleurs en partie à l'accueil d'un programme de logements locatifs à moyen terme. Le PLH de la communauté de communes de Montélimar Sésame, en cours de révision (actuellement au stade du diagnostic) pourra apporter des éléments plus précis à la commune sur le programme de logements à réaliser sur ce secteur, dans le respect des objectifs de mixité sociale et permettant de répondre au mieux aux besoins identifiés.

- **Une zone AU stricte**, ne disposant pas des équipements en capacité suffisante pour irriguer l'ensemble de la parcelle, est délimitée au PLU en lien avec la future liaison inter-quartiers Nord Sud.

L'ouverture à l'urbanisation de ce secteur directement limitrophe au centre bourg et ses récentes extensions est différée dans le temps.

L'ensemble de ce secteur, dans le prolongement de la Guillaumière constitue un secteur sur lequel le développement futur d'Espeluche s'organisera à moyen et plus long terme.

#### LES QUARTIERS EXISTANTS, LES ENTREES DE VILLAGE, LA SECURITE

La commune souhaite que les liaisons douces au sein du village et les dessertes entre les différentes entités bâties se développent.

Elle souhaite également aménager les entrées du village, en intégrant la circulation routière, la sécurité et l'aspect paysager.

Cette volonté se traduit par un traitement urbain qualitatif:

- sur **l'espace public**, sa valorisation et sa structuration (zone Ua), création de stationnements et aménagement des voiries ceinturant le centre ancien. Les

boulevards du couchant et de la république seront réhabilités dans la continuité de l'aménagement du boulevard du Levant réalisé en 2005.

- sur le réseau secondaire, les **espaces urbains** et immédiatement **périphériques** (Quartier la Hochette, la Guillaumière)
- sur les entrées de ville (RD 126, RD4), aménagement des entrées du village et sécurisation des usagers, notamment piétons.

La commune envisage la création de stationnement, de cheminements piétons et la requalification de la voirie, aménagements et projets sont détaillés dans la partie 2 du PADD, orientations particulières.

De façon à favoriser une identification plus forte du chef lieu : des aménagements paysagers sont nécessaires afin de permettre une meilleure identification et pour constituer une alerte visuelle depuis la route d'allan. Dans un autre registre, des aménagements seront à réalisés sur cette départementale de manière à casser le caractère routier trop marqué et la vitesse élevée à entrée du village. Une étude sécurité réalisée par la DDE est en cours.

Des EBC prospectifs sont inscrits au PLU et confirme la volonté communale de paysager la voie.

#### LE PATRIMOINE NATUREL, PAYSAGER ET CONSTRUIT DE LA COMMUNE

La commune d'Espeluche a souhaité poursuivre un développement urbain maîtrisé en tachant de maintenir l'ensemble des zones N et anciennes zones ND au PLU, dans le souci de préservation des espaces naturels.

Par ailleurs, une « couronne » de protection paysagère Ap tout autour de la partie agglomérée a été mise en place et assure une cohérence avec la ZPPAUP en cours:

- La zone NA du POS, secteur « serre du Coulet » initialement dédiée à une urbanisation future est déclassée en zone Ap,
- La zone Nd derrière l'Oratoire est aussi déclassée en Ap,



Cette volonté se traduit aussi par la volonté de limiter le mitage du bâti sur les coteaux qui conduirait à l'appauvrissement du paysage et la mise en valeur et la préservation du patrimoine bâti par l'intermédiaire de la ZPPAUP.

Il s'agit, au nord du village, d'une zone basse et riveraine du ruisseau de citelle qui constitue un cône de vue intéressant sur le village depuis le pont et donne à voir un aspect quasiment inchangé.

Au sud, il s'agit du piémont agricole du collet.

Le zonage vise à limiter l'imperméabilisation des sols et assure le maintien des espaces boisés et les espaces agricoles amont.

Cette politique de protection et de mise en valeur du patrimoine naturel passe aussi par :

- la conservation des espaces boisés classés à l'exception d'une zone qui fera l'objet d'un déclassement en vue de la mise en place d'un parc éolien (Ne).

Cette zone a été réduite à son minimum et volontairement écartée le plus possible de la Znieff du plateau des claves. Elle vise à permettre l'implantation de 4 machines.

- la création d'une bande d'espaces boisés classés le long des routes départementales à l'entrée du village afin de préserver les alignements d'arbres existants (route départementale 4 reliant Montélimar à Rochefort en Valdaire) ou d'instaurer un aménagement paysager pour casser le caractère routier de la RD 126 venant d'Allan et de matérialiser l'entrée du village.

- Le maintien des EBC le long de la rypisilve du Jabron.

### ***Le patrimoine bâti***

La commune, en collaboration avec le SDAP, a initié la mise en place d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP) pour renforcer la préservation architecturale de son patrimoine ancien en centre bourg.

Enfin un secteur de grande qualité architecturale et paysagère est distingué. Il s'agit du secteur Nz situé au nord de la commune qui englobe le château de Lalo et son environnement proche.



Château de Lalo

Dans ce secteur Nz, les autorisations de travaux ou de modification et aménagement du bâti compris dans le périmètre de la ZPPAUP, sont soumis à l'avis de l'architecte des bâtiments de France.

Tous travaux de construction, de démolition, de déboisement et de modification de l'aspect des immeubles sont soumis à autorisation spéciale lors du dépôt d'une déclaration de travaux, d'un permis de construire ou de démolir. Cette autorisation est accordée par le maire après avis conforme de l'ABF dans le respect du règlement et de l'esprit de la ZPPAUP après approbation.

Par ailleurs et toujours dans le même souci de préservation du paysage communal, l'article 11 a été développé en zone N pour que les restaurations des bâtiments d'architecture traditionnelle n'aboutissent pas à appauvrir l'architecture, bien que simple mais bien ordonnée, qui les caractérisent.

#### **Les restaurations (art 11)**

*«Elles se feront à l'identique, par réemploi de matériaux utilisés traditionnellement (tuiles creuses vieilles, pierres de taille, bois,...) en respectant les formes et les volumes, les pentes de toitures, la proportion des ouvertures des constructions anciennes d'architecture traditionnelle.*



*Les baies en particulier ne pourront être élargies qu'après une étude comparative avec les bâtiments voisins. Tous les documents d'accompagnement (croquis, photos) seront joints au projet pour la meilleure des intégrations».*

### **Le secteur N du hameau du petit Colombier et le secteur Nca du Perrougier**



Le petit colombier

Enfin la zone N englobe deux secteurs naturels sans qualité particulière du point de vue des sites et du paysage, partiellement construits et dans lesquels le règlement permet la gestion du bâti diffus existant. Il s'agit du secteur N du hameau du petit Colombier et du secteur Nca situé à proximité du captage du Perrougier.

#### Dans le secteur Nca, sont autorisés:

- *Les constructions à usage d'annexes à l'habitation lorsqu'elles sont liées à une construction à usage d'habitation existante dans la zone à la date d'approbation du PLU, sous réserve qu'elles soient implantées à proximité des bâtiments existants dans la limite de 30 m<sup>2</sup> d'emprise au sol.*

- *Les extension des constructions existantes dans la zone à la date d'approbation du PLU et sous réserve à la fois des capacités en équipement de la zone et de ne pas présenter de menace pour la préservation des ressources naturelles (captage du Perrougier).*



## **Deux zones favorisant l'accueil d'activité sont créés au PLU**

### **Le parc éolien**

La commune d'Espeluche souhaite participer à l'engagement européen sur l'environnement au travers des énergies renouvelables. Forte de sa situation dans le couloir Rhodanien à grand potentiel éolien, elle s'est positionnée en faveur d'un projet éolien sur sa commune.

Une zone Ne a été créée dans la partie Sud de la Commune, sur le plateau des Claves sur des terrains communaux pour accueillir un parc éolien et dont les retombées économiques pour la commune sont très importantes.

Le site retenu répond à deux conditions essentielles à tout projet éolien, un gisement éolien important et un raccordement au réseau électrique techniquement et économiquement réalisable.

Il satisfait également aux impératifs que la commune s'est fixés, pour minimiser les impacts environnementaux et visuels de son projet éolien.

Une étude d'impact a été réalisée pour en limiter les incidences. Les conclusions de cette étude ainsi que les mesures prises pour en limiter l'impact sont détaillées dans la partie suivante.

### **L'accueil et l'hébergement touristique**

Afin d'accompagner la politique touristique mise en œuvre à l'échelle de l'agglomération de Montélimar, deux zones réservées à l'activité et l'hébergement sont créés au PLU, notamment la zone du château de Saint Romain.

- Dans **les secteurs Nt**, sont autorisées:

- *Les aménagements et les changements de destination des constructions existantes dans la zone à la date d'approbation du PLU et sous réserve des capacités en équipement de la zone.*
- *Les extensions des constructions existantes dans la limite de 250m<sup>2</sup> de SHON. Les extensions successives ne devront pas aboutir à un résultat excédant 250 m<sup>2</sup> de SHON. Par contre, cette limite de 250m<sup>2</sup> de SHON ne s'applique pas dans le cas d'une restauration sans extension de bâtiments existants. Cette règle s'applique également pour le changement de destination des bâtiments à usage agricole en habitation, de gîtes touristiques ou chambres d'hôtes à condition de ne pas compromettre l'exploitation agricole.*
- *L'accueil de caravanes, camping car dans la limite des possibilités des équipements collectifs existants (eau potable, électricité) et des capacités en stationnement.*

## **Quatrième partie : incidence du PLU**

### **1 - Le PLU et la préservation de l'agriculture**

Les zones agricoles sont globalement préservées sur l'ensemble de la commune.

Les zones les plus récentes qui se sont urbanisées proviennent d'un déclassement d'anciennes zones NA qui constituaient les réserves foncière que la commune avait déjà ciblées dans son précédent document d'urbanisme (POS 1998).

Seul le secteur Nca du Pérrougier est soustrait à l'activité agricole. Ce changement d'affectation a été mûrement réfléchi:

Ce secteur naturel partiellement construit sans qualité particulière du point de vue des sites et du paysage, se caractérise par la présence d'un bâti diffus. Le PLU a été l'occasion d'anticiper la zone de protection du futur captage. Le règlement permet la gestion du bâti diffus existant à la date d'approbation du PLU sans autoriser de nouvelles constructions.

### **2 - Le PLU et la préservation des paysages et espaces naturels**

L'élaboration du PLU n'a pas entraîné la création de nouvelles zones d'urbanisation à court terme. Les nouvelles zones AU feront l'objet d'orientation d'aménagement afin de s'intégrer au mieux au tissu urbain existant et à son environnement naturel et paysager.

L'ensemble des zones N et anciennes zones ND sont maintenues au PLU dans un souci de préservation des espaces naturels à l'exception d'une zone Ne qui vise à accueillir un parc éolien.

Les zones boisées couvrant les reliefs de la commune et qui constituent une composante essentielle du paysage et du cadre de vie sont globalement maintenues en zone de site et espaces boisés classés (EBC).

Au bas du massif du Collet, un secteur Ap vient conforter la préservation du paysage (in constructibilité) et les perspectives sur le front bâti. Quelques rares constructions sont situées en lisière de forêt au pied du massif du collet. Une zone de protection paysagère est proposée au zonage (Ap) pour éviter la banalisation du paysage existant et un éventuel mitage du coteau. Les quelques constructions existantes sont en zone N dans laquelle de nouvelles constructions ne sont pas autorisées.



Par ailleurs, une « couronne » de protection paysagère Ap tout autour de la partie agglomérée a été mise en place.

Le règlement et le zonage sont adaptés à la sensibilité paysagère des différentes zones : maintien d'une bande naturelle et des EBC sur les massifs boisés ainsi que la rypisilve du Jabron.

### **Le parc éolien**

De façon à minimiser son impact notamment environnemental et conformément aux articles L 122 -3 du code de l'environnement (article 2 de la loi du 10 juillet 1976, abrogée par l'ordonnance n°2000-914 du 18/09/2000) une étude d'impact a été réalisée par la société INTERVENT.

Cette étude à partir de l'inventaire des richesses naturelles (faune et flore), visait à mesurer l'impact du projet et à proposer des mesures pour limiter ou compenser les déséquilibres que l'implantation des éoliennes pouvait entraîner.

Pour intégrer au mieux les éoliennes dans leur environnement et prendre en compte les particularités du site, INTERVENT a fait réalisé un certain nombre d'expertises :

- étude flore et habitat / Jorg Schleicher (FRAPNA)
- étude avifaune et chiroptères / Sébastien Blache (CORA)
- étude Lépidoptère / Michel Dechanel (ONF)
- étude paysagère / Nicolas Artemon – Paysagiste Dplg

### Les principales conclusions de l'étude sont les suivantes:

- L'emplacement se situe dans l'alignement de la ferme éolienne existante de Rochefort-Montjoyer, selon un axe Est-Ouest, minimisant de fait l'impact visuel par un effet de regroupement.
- Il facilite l'intégration paysagère par un positionnement des éoliennes à l'intérieur de la ligne de crête, les rendant moins visibles.
- Il se situe en limite du périmètre d'alerte de 10 km de rayon défini autour des monuments emblématiques, ne générant ainsi pas d'incidence majeure sur le paysage.
- Il préserve l'espace naturel du fait de l'existence d'un chemin en limite de zone et parallèle à la ligne d'implantation des machines, qui limitera la surface à défricher.



- Le secteur est volontairement limité en surface et n'accueillera qu'un nombre réduit de 4 éoliennes, sur la base de la technologie actuelle.
- Son éloignement des zones d'habitation garantit l'absence de nuisance sonore pour la population.
- L'étude d'impact environnemental ne montre pas de contre-indication majeure. L'existence du *Chamaecytisus elongatus* (cytise à longues grappes) a été prise en compte, et a conduit à revoir le dimensionnement du parc éolien et le positionnement des machines (d'un projet initial de 10 éoliennes, le projet final n'en comporte que 4, pour une même puissance électrique installée).
- La présence d'une faune diversifiée mais l'étude d'impact laisse apparaître que l'absence de point d'eau en limite la densité.

L'étude du milieu naturel:. L'examen des différents habitats indique une forte dominante de chênaie pubescente, de prairies calcaires et de broussailles, complétée de fruticées de buis et de plantations limitées de conifères. La flore a été inventoriée ; il ressort environ 200 espèces végétales sur la zone étudiée, parmi lesquelles, 21 présentent une valeur patrimoniale. L'intérêt le plus marqué va à l'espèce *Chamaecytisus elongatus* (cytise à longues grappes) protégée au niveau national.

La faune terrestre est typique des milieux boisés du sud de la Drôme. On y trouve des sangliers, lièvres, renards, ...

L'étude chiroptérofaune montre un recensement très faible, permettant de conclure que la zone ne revêt pas d'enjeu particulier.

L'étude avifaune a permis de recenser 94 espèces d'oiseaux. Concernant la Directive Européenne Oiseaux, 12 espèces sont inscrites en annexe I. L'étude confirme que la basse vallée du Rhône et les côteaux ardéchois concentrent naturellement la migration dans l'axe Nord-Sud. Le secteur du projet éolien est en dehors de cet axe, mais les observations sur le site montrent la présence d'un flux migratoire au printemps et à l'automne pour les espèces de petites tailles essentiellement (à 80%). Les espèces recensées les plus abondantes ne bénéficient pas d'un statut de protection fort. De plus, selon le CORA, un flux migratoire complémentaire, orienté Ouest-Est, a été observé, et pourrait être attribué au contournement de la ferme éolienne de Montjoyer. L'apport de 4 machines sur la zone retenue par Espeluche n'est pas de nature à accentuer ce phénomène.

L'étude hydrologique conclut à l'absence d'impact tant sur les cours d'eau que les réseaux souterrains et captages.

Le schéma éolien de la Drôme est maintenant finalisé ; il dresse une carte de synthèse prenant en compte le gisement éolien, les servitudes, l'environnement, le patrimoine et le paysage. Cette carte dessine la Drôme selon 4 zones : zone propice, zone assez propice, zone peu propice et zone d'exclusion. Le site retenu pour le projet d'Espeluche se situe en « zone assez propice », confirmant le choix fait par la municipalité d'Espeluche.

Aucune directive SEVESO n'est signalée, de même qu'aucun espace aérien associé à des activités aéronautiques de la défense n'interfère.

L'ensemble de ces conclusions a conduit la commune à modifier le dimensionnement et le projet d'implantation du parc d'Espeluche.

La taille de la zone a été réduite à son strict minimum.

Le choix s'est porté sur l'implantation de machines plus puissantes pour limiter l'effet de barrière du parc (notamment pour les migrateurs), ainsi que l'emprise au sol et donc les besoins en défrichement.

D'autres mesures réductrices devraient atténuer l'impact du parc comme la conservation d'une inter distance régulière entre les 4 éoliennes, le recul de l'implantation en arrière de la crête du plateau et une proportion équivalente entre la taille du rotor et la hauteur de la tour.